Pourquoi la vallée d'Argelès doit afficher sa détermination jusqu'en 2008 ?
10 raisons pour SE MOBILISER et MOBILISER LES AUTRES contre la TCP !

1- Etudes en cours

Il faut se mobiliser car les études en cours (voir ci-dessous) montrent que les états français et espagnol effectuent actuellement un travail déterminant qui permettra, à partir de 2008 de choisir le tracé définitif de la TCP.

2006 : analyse de la répartition des flux de trafic = réalisation d'un modèle franco-espagnol

2008 : à partir des différentes hypothèses retenues pour raccorder les réseaux français et espagnols, réalisation d'études d'impact pour chaque tracé.

Ces études d'impact tiendront compte des effets positifs et négatifs sur les plans économique et environnemental pour les territoires traversés.

Sources : Rencontre franco-espagnole de haut niveau sur la coopération transfrontalière - Barcelone, 17 oct. 2005 sous la présidence du Premier Ministre et du Président du gouvernement espagnol + confirmation de M. Perben, Ministre des Transports.

2- Alternative douteuse

Il faut se mobiliser car dans cette phase décisive, ce serait une **grave erreur** de croire que le tracé par Lannemezan-Hèches-Bielsa a toutes les chances de l'emporter. Aucune étude officielle ne soutient cette alternative. Cette idée sort juste de l'esprit d'un citoyen mal inspiré qui n'a aucune compétence en la matière ! C'est pure folie de s'en remettre à ce personnage, et toute attitude compatissante est de ce point de vue suspecte : au nom de quoi accréditer cet individu ? D'autant que le tracé Hèches-Bielsa ne répond pas du tout aux contraintes techniques qu'impose la TCP : un tunnel de basse altitude qui sort à 1000m d'altitude n'a rien de convaincant.

3- Un terrain propice : GARE A L'EFFET BOOMERANG !

Il faut se mobiliser car jusqu'à présent, toutes les études menées par les régions ont placé la vallée d'Argelès-Gazost en première position. La vallée des gaves et la plus proche de Saragosse, qui est devenue incontournable à cause de sa plate-forme multimodale. Elle est en outre l'une des plus larges vallées des Pyrénées : elle nécessitera moins de travaux de terrassement et de tunnels intermédiaires que les vallées voisines plus encaissées.

Ne perdez pas de vue toutes ces évidences qui pèseront forcément le jour où le tracé définitif sera choisi… car contrairement à ce qu'on voudrait bien nous laisser croire, l'argument économique l'emportera toujours sur les études d'impact pour les territoires traversés. Réclamer des études au nom de l'alternative providentielle de Hèches, revient à admettre la pertinence du projet de TCP, et c'est risquer de le voir nous revenir en pleine figure au dernier moment.

A l'heure décisive où nous sommes, il ne faut rien négliger, et soutenir plus ou moins explicitement l'alternative de Hèches pourrait nous être fatal…

4- Un projet au coût exorbitant

Il faut se mobiliser car le projet de TCP présente une grande faiblesse : son coût, estimé entre 5 et 10 milliards d'euros par les différents experts, pourrait être évité en optimisant les lignes ferroviaires littorales existantes (à aménager et à dédier prioritairement au fret), en remettant en service le Pau-Canfranc et en développant les autoroutes de la mer.

Et encore ! Le prix officiel de la TCP ne tient pas compte des territoires traversés sinistrés : qui chiffrera les pertes économiques causées par le départ des touristes ? L'activité touristique dynamise le territoire, induit une activité continue de nos vallées, observable toute l'année : artisans, écoles, administrations, commerces de proximité, services, recettes fiscales, revalorisation du patrimoine, etc…

5- Un projet sans justification valable sur le plan européen

Il faut se mobiliser car la TCP est foncièrement inutile et superflue. Ce projet n'est indispensable qu'aux régions Midi-Pyrénées et Aragon qui tentent, avec succès jusqu'à aujourd'hui, de convaincre l'Europe et le département des Hautes-Pyrénées de sa nécessité.

Pour justifier la TCP, les régions s'appuient sur la prévision d'une augmentation phénoménale des échanges de marchandises dans les décennies à venir, alors que dans les faits un tassement des échanges s'observe chaque année. L'optimisation de l'existant pourrait largement faire face aux trafics à venir, vraisemblablement.

6- Un projet sans justification valable sur le plan départemental

La TCP, d'envergure européenne, n'est pas le projet interrégional auquel le Conseil Général des Hautes Pyrénées semble croire : il est conçu pour faire transiter des marchandises de l'extrême sud de l'Europe à l'extrême Nord. Le transport combiné à grande capacité n'est rentable que sur de très longues distances, estimées entre 500 et 1100 km. La vitesse moyenne ambitionnée par la Commission européenne, de 140 km/h, nécessite un nombre très limité d'arrêts.
Le département pourra peut-être ramasser quelques miettes dérisoires, en se payant une gare à Ossun et l'aménagement des voies qu'une telle gare implique pour ne pas freiner le trafic transcontinental, et en saccageant ses vallées touristiques… Mais il joue gros en jouant le jeu de la région. Grâce à son soutien (voir Motions votées par le Conseil Général en décembre 2004 puis 2005), le Conseil Régional voit déjà à Castelnau d'Estretefonds un grande plate-forme européenne de chargement et de déchargement plaçant Toulouse au centre des grands échanges du Sud-Ouest européen.

7- Des régions qui s'organisent, un Etat qui se fragilise

La TCP intéresse vivement Toulouse et Saragosse, capitales régionales qui se rêvent capitales européennes.
Les régions cherchent activement à renforcer leur pouvoir en se regroupant (ex : Eurorégion, Communauté de Travail des Pyrénées…) afin de devenir des interlocuteurs directs de la Commission Européenne, sans l'intermédiaire des Etats. Le poids accru des régions est inquiétant. Il s'est concrétisé lors du dernier sommet franco-espagnol (novembre 2005), auquel pour la première fois les régions ont participé.

8- Des élus départementaux et régionaux enfin solidaires, POUR la TCP

Il faut se mobiliser car les régions Midi-Pyrénées et Aragon semblent avoir convaincu le département des Hautes-Pyrénées de sa nécessité… contre toute attente ! Le Conseil Général des Hautes Pyrénées a voté une motion en décembre 2005 par laquelle il soutient les démarches de lobbying de la région, et même du Conseil Economique et Social Régional (présidé par le président d'Eurosud Transport !). Le département demande des études tout en se réservant le droit de ne plus soutenir le projet une fois qu'elles auront été réalisées : comme si le Conseil Général pouvait bénéficier d'un droit de veto après les études et le débat public !
Le Conseil Général évoque le tracé de Hèches et insiste surtout sur sa volonté de se voir traversé par la TCP : ***« Il est évident que le sud-ouest de la France et notre département en particulier, tant d'un point de vue économique que politique, ne peuvent rester à l'écart des grands axes en direction de l'Europe du Sud (Espagne et Portugal) et des pays du Maghreb (Maroc, notamment). »***
…Evident, …évident, heureusement qu'ils le disent, car rien n'est moins sûr ! On peut d'autant plus s'étonner que rien dans le rapport rendu par la Mission Pyrénées en décembre 2004, et surtout lors de sa présentation publique le 10 décembre 2004, ne permet de penser que la TCP est une aubaine pour le département. Bien au contraire ! Ce jour-là, nos conseillers généraux ont lourdement insisté sur le caractère néfaste et nuisible du projet.
On ne peut que saluer l'habileté du Conseil Général qui a réussi à se faire applaudir par les opposants à la TCP en 2004 pour réclamer la même TCP, à corps et à cris en 2005 ! On comprend pourquoi nos conseillers généraux reprochent aux députés et à la région d'avoir manqué de tact dans la défense de ce dossier (voir Rapport de Mission).

9- Un projet de longue haleine

Il faut rester mobilisé car notre lutte contre cette TCP dévastatrice et inutile est une lutte de longue haleine. La question du tracé, qui mobilise le plus, est bien souvent la dernière à être traitée : il ne faut pas attendre le tracé pour se mobiliser, il n'est révélé que quand les bulldozers ont déjà entamé la roche… Toujours trop tard !
Aujourd'hui, nous voyons un projet qui se met doucement en place : son utilité (très contestable !) semble acquise aux yeux du Conseil Général, qui ne prend pas la peine de nous expliquer pourquoi ; les régions s'organisent pour peser davantage au niveau européen… Il faut se réveiller, et le rester tant qu'aucune décision définitive n'aura été prise. C'est de notre endurance que dépend l'avenir radieux de nos vallées !

10- Il est encore temps !

Il faut se mobiliser car il est encore temps d'agir ! Nul amoureux de la vallée ne peut raisonnablement se tenir à l'écart du débat aujourd'hui. Il faut, avant la longue période électorale qui s'annonce, marteler notre opposition, ne pas se satisfaire de vagues propos rassurants. Nos élus nous représentent et doivent donc tenir compte de nous, et non nous insulter par leur mépris ou leurs doubles discours.
Nous, les habitants, soutenus par les maires, avons commencé à défendre nos vallées, dans un esprit démocratique exemplaire. Continuons, redoublons d'efforts, et tenons-nous prêts. Tenons-nous prêts à nous rassembler à chaque occasion. Ne laissons pas détruire un environnement préservé auquel nous tenons tous sans faire entendre notre voix.